(1)

(N° 74.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1924

Exposé du dissentiment qui s'est produit entre la Cour des Comptes et le Département de l'Agriculture et des Travaux publics, à propos de la liquidation des primes accordées du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état par le Service du nivellement et de la motoculture.

COUR DES COMPTES.

Bruxelles, le 24 janvier 1924.

A Monsieur le Président du Sénat.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément à l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921, la Cour a l'honneur de transmettre au Sénat, un exposé du dissentiment qui s'est produit entre son Collège et le Département de l'Agriculture et des Travaux publics, à propos de la liquidation des primes accordées du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état par le Service du nivellement et de la motoculture.

Par ordonnance :
Le Greffier en Chef,
DE RYCKER.

La Cour des Comptes :
Le Premier Président,
DEMARTEAU.

0

EXPOSÉ

Le cahier d'observations remis à la Législature en 1922 (p. 19), séance de la Chambre des Représentants du 30 mars, par la Cour des Comptes, contient la correspondance échangée avec le Département de l'Agriculture au sujet de la liquidation de primes diverses octroyées notamment pour construction d'abris, culture de pommes de terre, concours de restauration agricole, etc.

Dans le dernier alinéa de sa lettre du 30 décembre 1921 (voyez le dit cahier d'observations de 1922, p. 59), la Cour avait exprimé le désir que les allocations de l'espèce fussent spécialement mentionnées dans le prochain budget.

Le Gouvernement présenta, au projet de budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, pour l'exercice 1922, un amendement complétant le libellé de l'article 30 par ces mots : « Allocations de primes aux cultivateurs, éventuellement par l'intermédiaire de groupements spéciaux. »

Nonobstant le rejet de l'amendement lors de la discussion (voyez *infra*, dans la lettre de la Cour du 14 décembre 1923, le rappel de la discussion au sujet de cet amendement), du dit budget par la Chambre des Représentants (*Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, session 1921-1922, p. 1366) des ordonnances relatives au paiement de primes dont le montant était prélevé sur le crédit inscrit à l'article susdésigné furent soumises à la Cour, qui ne crut pas devoir les munir de son visa.

La Cour reproduit ci-après la correspondance à laquelle ce différend a donné lieu, ainsi que la décision prise en Conseil des Ministres du 29 décembre 1923.

*
* *

« *La Cour des Comptes*

» à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

» Bruxelles, le 10 août 1923.

» La Cour a l'honneur de vous renvoyer les ordonnances de paiement nos 6 à 10, émises au profit de divers intéressés, à titre de primes, pour les indemniser des pertes subies au cours de l'année écoulée par la culture de céréales panifiables dans les terres ensemencées pour la première fois depuis leur remise en état, en vous priant de lui faire savoir comment se justifie l'attribution de ces primes, en présence du rejet de l'amendement présenté par le Gouvernement, en vue de leur octroi, au cours de la discussion du budget des dépenses recouvrables pour l'exercice 1922 (*Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, session 1921-1922, p. 1366).

*
* *

« *Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics*

» à la *Cour des Comptes*.

» Bruxelles, le 27 septembre 1923.

» En réponse à sa lettre du 10 août dernier, 2^e Chambre, 7^e Direction, n^o 361252, j'ai l'honneur de renvoyer à la Cour les ordonnances de paiement n^{os} 6 à 10, émises au profit de divers intéressés, pour les indemniser des pertes subies au cours de l'année écoulée par la culture de céréales panifiables dans les terres ensemencées pour la première fois, depuis leur remise en état.

» La culture des céréales dans les régions dévastées devait être encouragée, parce que, d'une part, elle devait contribuer à rendre aux terres leur fertilité primitive par les soins dont ces cultures sont l'objet et que, d'autre part, ces cultures ne devant pas rapporter aux exploitants des bénéfices immédiats très considérables, il était à craindre qu'on n'y eut recours que dans une faible mesure.

» La dépense en question est donc en parfaite concordance avec le libellé de l'article 32 (tabl. A) du budget des dépenses recouvrables pour l'exercice 1922 ainsi conçu : « Dépenses de toute nature ayant pour but de rendre aux terres nivelées leur fertilité primitive, notamment par les cultures améliorantes, l'application d'engrais appropriés, etc.

» La culture des céréales a paru nécessaire à l'Administration en vue de la reconstitution intégrale des terrains dévastés. Pour déterminer la généralité des cultivateurs à pratiquer cette culture, il n'y avait qu'un moyen : c'était de les indemniser des pertes que cette culture serait subir *éventuellement* pertes qui, pour un grand nombre d'entre eux, n'étaient pas compensées par l'augmentation de la valeur agricole des terrains cultivés, étant donné qu'ils n'étaient pas propriétaires de ces terres.

» Les bénéficiaires des sommes allouées par l'arrêté royal ci-joint, doivent être considérés comme des collaborateurs de l'Office de la reconstitution agricole, lequel n'a pour but que de reconstituer aussi complètement que possible, dans un intérêt national, la source des richesses que représente pour le pays le sol de la Flandre dévastée. »

*
* *
*

« *La Cour des Comptes*

» à *Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics*.

» Bruxelles, le 26 octobre 1923.

» Comme suite à votre lettre du 27 septembre écoulé, Secrétariat général, Direction de la comptabilité générale et des pensions, n^o 5-598 et sous nouveau renvoi des ordonnances de paiement n^{os} 6 à 10 qui l'accompagnaient, la Cour a l'honneur de faire observer qu'il n'a pas été répondu à la question posée dans sa lettre du 10 août dernier, 2^e Chambre, 7^e Direction, n^o 361252, et que la substitution, dans l'arrêté royal du 18 septembre 1923, du mot « sommes » au mot « primes » employé dans l'arrêté royal du 30 dé-

cembre 1922, ne peut avoir pour effet de modifier la nature de la dépense et d'en justifier l'imputation sur le crédit inscrit à l'article 32 du budget des dépenses recouvrables pour l'exercice 1922. »

* * *

« *Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

à la *Cour des Comptes.*

» Bruxelles, le 14 novembre 1923.

» Comme suite à sa lettre du 26 octobre dernier, 2^e Chambre, 7^e Direction, n° 380922 et 380923, j'ai l'honneur de faire remarquer à la Cour que le libellé de l'article 32 du budget des dépenses recouvrables de l'exercice 1922 *tel qu'il était primitivement rédigé*, permet l'imputation des sommes liquidées au moyen des ordonnances de paiement n°s 6 à 14, ci-jointes en retour, et que l'amendement que j'avais proposé à cet article avait principalement pour but de *hâter* le paiement des sommes revenant aux cultivateurs intéressés, grâce à l'intermédiaire de groupements spéciaux. En effet, il s'agit bien de « dépenses ayant pour but de rendre aux terres nivelées leur fertilité primitive, *notamment par les cultures améliorantes...* »

» Il est indéniable que la culture des céréales panifiables et des légumineuses améliore sensiblement le sol. Pour amener les cultivateurs des régions dévastées à pratiquer ces cultures, de préférence à d'autres plus immédiatement rémunératrices, sur des terres dont, en général, ils n'étaient pas propriétaires, l'intervention pécuniaire de mon Département a été promise. A vrai dire, les sommes allouées par les arrêtés qui accompagnaient les mandats constituent non des primes, au sens réel de ce mot, mais bien des dédommagements partiels des pertes que les cultivateurs se sont imposées dans l'intérêt national.

» L'engagement d'accorder ces dédommagements, pris antérieurement au rejet, par la Chambre des Représentants, de l'amendement proposé, a été porté, par voie d'affiches, à la connaissance des intéressés. Mon Département se trouve dans l'impossibilité de renier cet engagement.

« J'espère que, tenant compte des explications qui précèdent, la Cour consentira à munir de son visa les ordonnances ci-annexées, dont la liquidation est réclamée instamment par les ayants droit. »

* * *

« *La Cour des Comptes*

» à *Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

» Bruxelles, le 14 décembre 1923.

» Suivant le paragraphe final de sa lettre du 30 décembre 1921, 2^e Chambre, 7^e Direction, n° 196019, insérée à la page 59 de son cahier d'observations publié en 1922, la Cour estimait qu'il convenait de faire mentionner spécialement dans le prochain budget, c'est-à-dire celui de 1922, les allocations destinées à supporter les primes accordées aux cultivateurs, du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état par le Service du nivellement et de la motoculture.

» Il semble que ce soit pour déférer à ce désir que le Gouvernement, lors de la discussion du projet de budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix pour l'exercice 1922, a présenté à l'article 30 du dit projet l'amendement ainsi libellé : « Allocations de primes aux cultivateurs, éventuellement par l'intermédiaire de groupements spéciaux. »

» Or, aux *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 23 juin 1922, page 1366, on lit ce qui suit :

» M. MECHELYNCK. — Je propose à la Chambre de ne pas accepter l'amendement du Gouvernement et je prie l'honorable Ministre de ne pas insister.

» Le Gouvernement propose de prévoir l'allocation de primes. Il n'y a plus lieu de recourir à l'octroi de primes, alors que la reconstitution des terres dévastées est entrée dans une période décisive.

» M. DE LIEDEKERKE. — L'ancien libellé de l'article 30 subsisterait donc ?

» M. MECHELYNCK. — Oui.

» M. le PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 30 tel qu'il figure au tableau.

» — Adopté. »

» Dans ces conditions, la Cour regrette, Monsieur le Ministre de ne pouvoir s'associer à la liquidation des ordonnances ayant pour objet le paiement de primes de l'espèce.

» Vous trouverez en conséquence, ci-jointes, non visées, les ordonnances nos 6 à 14 qui accompagnaient en dernier lieu votre lettre du 14 novembre écoulé, Secrétariat général, comptabilité générale et des pensions, n° 5-598, S/97672.

* *

» *Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics*

» *à la Cour des Comptes.*

» Bruxelles, le 29 décembre 1923.

» J'ai l'honneur de faire connaître à la Cour que M. le Premier Ministre vient de me faire parvenir une copie de la délibération du Conseil des Ministres, en date de ce jour, par laquelle ce Collège est invité à viser les ordonnances de paiement nos 6 à 14 ci-annexées, qui accompagnaient en dernier lieu sa lettre du 14 décembre courant, 2^e Chambre, 7^e Direction, n° 392435.

» M. le Premier Ministre a adressé à la Cour une copie de cette délibération. »

* *

« LE CONSEIL DES MINISTRES,

» Vu la demande introduite par M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, tendant à pouvoir prélever sur le crédit de l'article 32 du budget des dépenses recouvrables, exercice 1922, les sommes de fr. 492,634-90 et de fr. 166,395-12, destinées aux cultivateurs des régions dévastées qui, en 1922, ont cultivé des céréales panifiables et des légumineuses, sommes faisant respectivement l'objet des ordonnances de paiement nos 6 à 10 et

nos 11 à 14, que la Cour des Comptes, par sa lettre du 14 décembre 1923, 2^e Chambre, 7^e Direction, n° 392435 refuse de viser ;

» Attendu qu'avant la séance du 23 juin 1922 de la Chambre des Représentants, dont fait mention la lettre précitée de la Cour des Comptes, M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics s'était engagé officiellement à encourager pécuniairement ces cultures ;

» Attendu que ces cultures devaient sensiblement améliorer le sol et que les encouragements promis pour déterminer les cultivateurs à les pratiquer paraissent, dès lors, en concordance avec le libellé de l'article 32 (tableau A) du budget des dépenses recouvrables pour l'exercice 1922 : « Dépenses de toute nature ayant pour but de rendre aux terres nivelées leur fertilité primitive, notamment par les cultures améliorantes, l'application d'engrais appropriés, etc. »

» Attendu que les sommes dont il s'agit constituent, de fait, non pas des gratifications, mais l'équivalent des pertes que les cultivateurs des régions dévastées, en pratiquant ces cultures, se sont imposées dans un intérêt national ;

» Vu l'article 14 de la loi organique de la Cour des Comptes,

» ARRÊTE :

» La Cour des Comptes est invitée à viser les ordonnances de paiement énumérées ci-dessus.

» Bruxelles, le 29 décembre 1923.

» *Le Premier Ministre, Ministre des Finances,*

» G. THEUNIS.

» *Le Ministre de la Justice,*

» F. MASSON.

» *Le Ministre des Affaires étrangères,*

» HENRI JASPAR.

» *Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

» PAUL BERRYER.

» *Le Ministre des Sciences et des Arts,*

» P. NOLF.

» *Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,*

» BARON RUZETTE.

» *Le Ministre de l'Industrie et du Travail,*

» R. MOYERSOEN.

(8)

» *Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes,*
» XAVIER NEUJEAN.

» *Le Ministre de la Défense nationale,*
» F. FORTHOMME.

» *Pour le Ministre des Colonies, absent,*
» F. MASSON.

» *Le Ministre des Affaires économiques,*
» A. VAN DE VYVERE.

* * *

Ensuite de la décision qui précède, la Cour a muni de son visa avec réserve, conformément à l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, toutes les ordonnances émises pour le paiement des primes accordées du chef de terrains cultivés pour la première fois depuis leur remise en état.

Fait et délibéré en séance, à Bruxelles, le 24 janvier 1924.

Par ordonnance :
Le Greffier en chef,
DE RIJCKER.

La Cour des Comptes :
Le Premier Président,
DEMARTEAU.